



PRÉSIDENTIELLE 2021

Trois médecins retenus pour examiner les candidats

Les Prs Stéphane Méo Ikama (cardiologue), Paul Macaire Ossou Nguiet (neurologue) et le Dr Bertille Léa Edmonde (généraliste) sont les trois médecins retenus par la Cour constitutionnelle, sur proposition de l'Ordre national des médecins du Congo, pour constater l'état physique et mental des candidats à l'élection présidentielle du 21 mars.

Les trois médecins assermentés ont été installés dans leur fonction le 20 janvier à Brazzaville par le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki en présence du président de l'Ordre national des médecins du Congo, Léon Hervé Iloki. « Je vous rappelle que votre rôle peut déterminer le destin de la nation, dans la mesure où les constatations auxquelles vous procéderez établiront l'aptitude ou l'inaptitude d'un postulant aux fonctions de président de la République. Une épreuve éliminatoire, dirait-on ! », a indiqué le président de la Cour constitutionnelle.

Page 2



Paul Macaire Ossou Nguiet entouré de Léa Edmonde Bertille et Stéphane Méo Ikama

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Ouverture de la campagne d'inscriptions en ligne aux examens d'Etat

La campagne d'inscriptions en ligne pour les candidats aux différents examens d'Etat comptant pour l'année scolaire 2020-2021 a débuté le 20 janvier et se clôturera le 20 février prochain.

Ces inscriptions en ligne, à travers une plate-forme conçue l'année dernière, visent à dématérialiser le traitement des dossiers des candidats, faciliter la collecte des données, détecter les faux candidats et fraudeurs dans le but de réduire le volume de travail de la commission des inscriptions.

Page 6

ETATS-UNIS

Investiture de Joe Biden



Le président des USA Joe Biden, AFPDR

Joe Biden a prêté serment mercredi au Capitole au terme d'un mandat qui aura déchiré l'Amérique et bousculé le monde. Le 46^e président des Etats-Unis âgé de 78 ans a confié la vice-présidence à Kamala Harris, 56 ans, première femme, noire, et d'origine indienne, à occuper cette fonction. Fait sans précédent depuis 150 ans, le président sortant n'a pas assisté à la prestation de serment de son successeur. Dans son discours d'investiture, le président américain a promis de « vaincre » le « suprémacisme blanc » et le « terrorisme intérieur », deux semaines après les violences au Capitole.

« Nous devons les affronter et nous allons les vaincre », s'est-il engagé.

CATASTROPHES NATURELLES

Validation d'un plan local d'urbanisme de Brazzaville



Les participants à l'atelier de validation du plan d'urbanisation/Adiac

Les participants à l'atelier qui s'est tenu le 20 janvier à Brazzaville dans le cadre de l'aménagement urbain ont adopté un plan local d'urbanisme de la capitale congolaise. Il s'inscrit dans le cadre du projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires soutenu par la Banque mondiale et le gouvernement congolais. Ce plan vise la formulation des scénarii visant à baliser

les opérations d'aménagement dans un horizon temporel de vingt ans. Il permet, en effet, de mettre en évidence les principaux enjeux de Brazzaville en matière de développement durable.

Page 5

CHAN CAMEROUN 2021

Congo-Niger : ça passe ou ça casse pour les Diables rouges

Pour leur deuxième sortie ce 21 janvier face à la sélection nigérienne, les Diables rouges du Congo doivent jouer à fond leur carte et donner le meilleur d'eux-mêmes pour espérer poursuivre l'aventure du Championnat d'Afrique des nations (Chan) avec sérénité. Derniers du groupe B avec zéro point contre un point pour les Nigériens, les poulains de Barthélemy Ngatsono sont attendus au tournant afin de redonner espoir à tout un peuple et éviter une sortie prématurée de la compétition.



les Diables rouges

Page 16

Éditorial

Allez les Rouges!

Page 2

ÉDITORIAL

Allez les Rouges!

N^e lésinons pas sur les encouragements pour pousser notre Onze national « local » à prendre trois points demain, face aux Niger. Engagés dans le championnat d'Afrique des nations de football aux côtés de plusieurs sélections regroupant les joueurs locaux, les Diabes rouges du Congo ont buté, le 17 janvier, devant leurs voisins les Léopards de la République démocratique du Congo.

Un but à zéro, le score n'est pas lourd mais il a valu aux vainqueurs trois points précieux sur la route de la qualification pour la manche suivante. On peut dire, honnêtement, que les Diabes rouges n'ont pas démerité, ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes, avant qu'une erreur de la défense, comme cela arrive souvent, ne leur fasse regretter d'avoir manqué de vigilance.

Jeudi, 21 janvier, les Nigériens qui eux également ont manqué leur première sortie en s'inclinant un but à zéro au profit des Libyens auront besoin de se racheter. Interrogé à la suite de cette rencontre, l'entraîneur de la sélection nationale du Niger avait malgré tout tiré le chapeau à ses poulains, disant qu'ils avaient bien joué, que seule la finition leur avait fait défaut. Cela veut dire que cette fois, il leur demandera d'aller de l'avant et d'espérer gagner.

Emmenés par Barthelémy Ngatsono, les Congolais ont sans doute reçu les encouragements de leur coach, mais aussi les messages venant du pays. Leurs compatriotes ont dû leur raconter qu'ils sont restés scotchés au petit-écran pour attendre leur exploit qui n'est pas arrivé. Ils leur demandent de tenir bon car ils réunissent tous les atouts pour l'emporter. Ils sont combattifs, créatifs, mais pas toujours vigilants, pas toujours percutants.

Chers Diabes rouges, face aux Niger, jeudi, faites que Brazzaville et avec elle tout le Congo se remettent à croire à votre marche vers le succès après le faux pas de la première journée. Vous savez qu'on vous aime !

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

Trois médecins retenus pour examiner les candidats

Les Prs Stéphane Méo Ikama (cardiologue), Paul Macaire Ossou Nguet (neurologue) et le Dr Bertille Léa Edmonde (généraliste) sont les trois médecins retenus par la Cour constitutionnelle, sur proposition de l'Ordre national des médecins du Congo, pour constater l'état physique et mental des candidats à l'élection présidentielle du 21 mars.



Paul Macaire Ossou Nguet entouré de Léa Edmonde Bertille et Stéphane Méo Ikama

Les trois médecins assermentés ont été installés dans leur fonction le 20 janvier à Brazzaville par le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki en présence du président de l'Ordre national des médecins du Congo, Léon Hervé Iloki.

S'adressant aux trois professionnels de la santé, le président de la Cour constitutionnelle a rappelé les dispositions combinées de la Constitution du 25 octobre 2015 et de la loi électorale qui donnent à son institution le pouvoir d'introniser le collègue des médecins assermentés pour délivrer le certificat médical aux candidats après les visites médicales.

« Je vous rappelle que votre rôle peut déterminer le destin de la nation, dans la mesure où les constatations auxquelles vous procéderez établiront l'aptitude ou l'inaptitude d'un

postulant aux fonctions de président de la République.

Une épreuve éliminatoire, dirait-on ! », a indiqué le président de la Cour constitutionnelle.

Votre tâche, a-t-il poursuivi, est délicate, sensible et déterminante pour chaque postulant ; la Cour constitutionnelle perçoit clairement, en même temps que vous le mesurez, la lourdeur de la responsabilité qui vous incombe. Par ailleurs, Auguste Iloki a rappelé aux trois médecins le serment d'Hippocrate auquel ils sont astreints de s'y conformer. « A vous de relever le challenge, non dans l'émotion mais comme vous y invite votre serment dont les termes résonnent, assurément, au quotidien en vous pour guider votre conscience professionnelle », a-t-il insisté.

En outre, Auguste Iloki s'est dit

confiant de l'expertise des médecins et de leur plein attachement à la déontologie et à l'éthique de leur métier. « Vous avez pleinement conscience des valeurs de votre profession qui vous immunisent contre l'arbitraire afin de délivrer des certificats médicaux en toute sincérité. C'est en somme une invite à offrir à la nation votre expertise, à respecter le secret professionnel, la dignité humaine et, signe des temps, à vous y consacrer dans le strict respect des mesures barrières contre la pandémie de coronavirus », a-t-il conclu.

Notons que les trois médecins assermentés ont été sélectionnés par l'Ordre national des médecins du Congo parmi 747 membres que compte cette organisation professionnelle.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ognagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de service Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 202

L'UDR-Mwinda ne présente pas de candidat

Le président de l'Union pour la démocratie et la République (UDR-Mwinda), Guy Romain Kinfoussia, a indiqué le 20 janvier, au cours d'une conférence de presse, que son parti n'aura pas de candidat au scrutin présidentiel du 21 mars prochain.

En pleine réunification, l'UDR-Mwinda ne veut pas s'aventurer à aller à la prochaine élection présidentielle en présentant ou en soutenant un candidat. « *Nous ne jouissons pas de la bonne santé pour aller à cette bataille et nous soutenons personne* », a indiqué Guy Romain Kinfoussia qui n'exclut pas la probabilité de travailler avec le président qui sera élu.

Selon lui, l'élection présidentielle du 21 mars prochain n'est pas la seule solution à la crise qui plombe le Congo, mais une occasion unique pour la vaincre définitivement, grâce au « dialogue de bonne intelligence » qu'il souhaite de tous ses vœux. « Ce scrutin doit impérativement se tenir dans le calme et la sérénité. Nous devons tirer les leçons définitives des troubles post-électorales de 2016 qui ont freiné notre marche vers le développement... Notre pays doit se rassembler et se mobiliser pour affronter la crise persistante,



Guy Romain Kinfoussia entouré de deux membres du bureau Adiac

avec des réelles chances de succès si l'on prend en compte les immenses et divers talents dont il regorge », a-t-il expliqué.

Il prévient, cependant, que le président élu sera confronté à la situation inédite d'une crise multiforme. Il devra, également, a-t-il poursuivi, s'atteler à corriger les erreurs du passé et en même temps préparer un avenir apaisé. La prochaine élection présidentielle permettra aussi, d'après lui, de redistribuer les cartes et de faire appel à de nouveaux talents pour panser les blessures entre les générations.

Le futur locataire du Palais du peuple aura, a insisté Guy Romain Kinfoussia, la tâche de rassembler le pays pour l'accompagner et le soutenir dans la mise en œuvre de certaines actions prioritaires.

Il s'agit notamment de décrire le climat politique dans le pays par des mesures humanitaires et patriotiques d'apaisement ; faire un bilan de la situation générale du pays à travers le dialogue de bonne intelligence ; réduire et au mieux vaincre la crise socioéconomique persistante jumelée à la crise sanitaire. « *Le Congo est malade. Il a*

un besoin vital d'une thérapie de choc, qui nécessite la participation totale de toutes et de tous. Tous les citoyens sont appelés à présenter leurs doléances afin que les médecins spécialisés puissent leur administrer un traitement spécifique à leur cas », pense-t-il.

Désigner un coordonnateur pour le processus de réconciliation

Parlant du climat au sein de l'UDR-Mwinda, Guy Romain Kinfoussia a rappelé que le parti a récemment traversé une zone de turbulences qui

aurait pu le déstabiliser. Une crise qui a été, a-t-il dit, collectivement surmontée. Car certains membres, anciens ou nouveaux, ayant tenté d'entraîner le parti dans une voie divergente ont pris conscience. « *Nous leur avons tendu la main qu'ils ont acceptée en reconnaissant leurs erreurs. J'ai le plaisir de vous annoncer le retour au bercail des brebis égarées, notamment une nouvelle génération de militants prêts à faire leurs preuves et à apporter leur contribution efficace à la réussite de l'UDR-Mwinda dans ses nombreux combats présents et futurs* », a-t-il signifié.

Notons que le processus de réconciliation des militants et cadres de l'UDR-Mwinda se poursuivra dans les prochains jours avec la désignation d'un coordonnateur dont la mission est de mettre tout en œuvre pour réunir les forces éparées se réclamant du parti.

Parfait Wilfried Douniama

L'APC lance une série de descentes à la base

Le président du parti Action permanente pour le Congo (APC), Rodrigue Malanda-Samba, a lancé le 19 janvier à Makélékélé, dans le 1er arrondissement de Brazzaville, une campagne de sensibilisation des militants et cadres au choix relatif à la candidature du président Denis Sassou N'Guesso.



Des militants de l'APC Adiac

Le président de l'APC entend étendre cette initiative à travers tout le pays jusqu'au 26 février prochain. « *Nous avons décidé de lancer ces descentes auprès des militants pour les informer du choix que le parti a opéré pour l'élection présidentielle de mars prochain. S'il (Denis Sassou N'Guesso) décide de se porter candidat, c'est à lui que nous apporterons notre suffrage. Il s'agit d'un choix mûri, ce n'est pas un choix fait à la va-vite.* », a expliqué Rodrigue Malanda-Samba.

Selon lui, les raisons de ce choix sont évidentes d'autant plus qu'on ne peut pas changer un capitaine en pleine tempête. Il a évoqué

les capacités du chef de l'Etat à juguler les crises économiques et sanitaires que traverse le pays depuis quelques années ainsi que la préservation de la paix.

Ainsi, Rodrigue Malanda-Samba a instruit les bureaux nationaux, fédéraux et les sections du parti de faire le porte-porte pour expliquer aux populations le bien-fondé de ce choix.

Notons que cette cérémonie a été couplée de l'intronisation des quatorze membres du bureau de la section APC-Makélékélé. Un bureau présidé par Antoine Dilouzeyi compte six femmes et comprend quelques innovations dont l'institution des secrétaires en charge des organisations des

sages et jeunes actifs ainsi que de l'organisation des femmes actives.

L'APC-Makélékélé a saisi cette occasion pour inviter le président de la République « *à faire, sans plus tarder, acte de candidature à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.* »

Créée en 1999 sous le label d'une association de jeunesse, l'APC s'est mutée en parti politique en 2013 au cours d'une assemblée générale, avant d'obtenir, en 2014, le récépissé du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Cette formation politique est membre de la majorité présidentielle.

Parfait Wilfried Douniama

CIRGL

Le secrétaire exécutif invite les membres à apporter leurs contributions

Le ministre des Finances du Congo, Calixte Nganongo, a conféré le 19 janvier à Brazzaville, avec le secrétaire exécutif de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (Cirgl), Joao Samuel Caholo. Les échanges entre les deux personnalités ont tourné autour des contributions statutaires des pays membres pour financer les activités de l'organisation.

« *J'ai rendu visite au ministre des Finances parce que les finances jouent un grand rôle dans le financement du budget de la Cirgl. Tous les pays membres de cette organisation doivent apporter leurs contributions pour soutenir les activités de la conférence. Il ne pourrait pas en être autrement* », a déclaré le secrétaire exécutif, à l'issue de l'audience, avant d'ajouter : « *Je tenais également à visiter le Congo parce qu'il vient de laisser la présidence de notre organisation. Outre le ministre des Finances, j'ai déjà échangé avec son homologue des Mines. Je rencontrerai aussi le ministre des Affaires étrangères* ».

Créée en 2008, la Cirgl a été mise en place suite aux nombreux conflits politiques qui ont marqué la Région des Grands Lacs. Elle comprend douze Etats membres : l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la République du Sud Soudan, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

Le secrétariat exécutif est chargé d'assurer entre autres, la promotion du Pacte et l'exécution des programmes d'action, projets, protocoles et activités dont l'exécution lui incombe directement ; d'organiser les réunions du sommet, du comité Interministériel, et des autres structures et fora de la Conférence ; de coordonner la mise en œuvre des activités de la Conférence relevant des communautés économiques régionales compétentes et des institutions décentralisées affiliées ; d'élaborer les programmes d'activités et le projet de budget du secrétariat de la conférence.

Lopelle Mboussa Gassia

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Une dizaine de nouvelles localités vont être connectées au réseau mobile

Grâce au Fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques (Fasuce), huit localités du pays, jusque-là non couvertes, vont accéder à la téléphonie mobile, assure le Fasuce qui a tenu mardi une session extraordinaire sous le patronage de son président, le ministre Léon Juste Ibombo.

Les localités de Tsoumbou, dans le Kouilou, Loulombo et Vindza dans le Pool, Minga dans la Bouenza, Okouet dans la Cuvette, Ekouasende, Ossele, Okeke et Ngania dans les Plateaux, Elogo dans la Sangha, Binanga et Moundoundou Nord dans le Niari, Edzougua et Vaga dans la Cuvette-Ouest ont été choisies comme les prochaines destinations du projet Facuse.

Face à la forte demande en desserte des communications électroniques des populations, le gouvernement du Congo prescrit de couvrir dans le cadre du plan d'action 2021 ces localités en réseau mobile, précisément à la voix, sms et à la data à partir d'un réseau 2.75G, appelé edge. Le budget d'environ 1 milliard 600 mille FCFA prévu cette année s'inscrit également dans la poursuite des équipements des salles multimédias dans les établissements scolaires concernés, les lycées techniques Sathoud à Dolisie, Victor Augagneur et Poaty Bernard à Pointe-Noire.

Le gouvernement congolais s'est fixé l'objectif de couvrir les zones blanches, c'est-à-dire non couvertes par un réseau mobile, et de réduire la fracture numérique avec à terme des projets ayant un impact social et écono-



Léon Juste Ibombo et Marc Sakala lors de la session extraordinaire

mique.

Pour réussir ce pari, l'opérateur mobile MTN a déployé en un temps record une cinquantaine d'antennes dans les départements du Kouilou, Niari, Bouenza, Lekoumou, Pool, Plateaux, Cuvette, Cuvette-ouest, Likouala et Sangha. Les équipes techniques de l'Arpce œuvrent au côté de l'opérateur pour assurer la connectivité des localités dont

certaines utilisaient encore des radios communément appelées « phonie ».

L'année dernière, en effet, une trentaine de districts se sont réjouis d'avoir accès à la téléphonie mobile grâce au Fasuce, à l'instar de Bokoma dans le département de la Cuvette, Bouanela dans la Likouala et Mboubée dans les Plateaux, dont les sites inaugurés le 21 novembre

fonctionnent à merveille et permettent l'essor d'une nouvelle économie.

« Nous comptons donc faire un travail de connexion de 60 villes qui étaient jusque-là non connectées », soulignait en novembre 2020 le directeur général de l'Arpce, Marc Sakala, par ailleurs secrétaire du Fasuce.

Parmi les points que devra examiner cette année ce projet, le

soutien à la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopeco) dont le Fasuce devra contribuer à solder une créance avec la direction générale d'Air France Cargo d'environ 36 millions FCFA. « Cet appui qui augurerait de meilleures perspectives de relance permettrait une reprise de trafic postal de 85% au profit de la Sopeco », a soutenu le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo.

Le Fasuce veut promouvoir une politique d'inclusion numérique au profit des communautés rurales et d'autres couches défavorisées de la population afin qu'elles bénéficient des mêmes opportunités.

À l'heure où les pouvoirs publics sont confrontés au problème de financement des zones rurales isolées et d'accès difficiles par les opérateurs, le Fasuce est une réponse concrète pour permettre à chaque Congolais d'accéder à un minimum de services de communications électroniques, voix et données, à des tarifs abordables et non discriminatoires, quelle que soit sa localisation géographique.

Quentin Loubou

« Cet appui qui augurerait de meilleures perspectives de relance permettrait une reprise de trafic postal de 85% au profit de la Sopeco »



Avis de Recrutement : Consultant.e Genre : Enquête sociologique sur l'accès et barrières d'accès aux soins au Congo, par genre, âge et catégories socio-économiques

Intitulé du projet :

Renforcement des capacités de Riposte aux Epidémies en contexte COVID-19 dans 6 départements du Congo Brazzaville, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Délégation de l'Union Européenne (DUE).

Supervision générale :

Chef de délégation

Supervision fonctionnelle :

Responsable Programme et Responsable Protection Genre et Inclusion

Durée du contrat :

3 mois

Localisation :

Congo - Brazzaville avec des déplacements dans les départements

Résumé du projet :

Au Congo, la santé des femmes et des adolescentes et l'accès aux services de santé sont déjà fortement problématiques, elle est davantage menacée pendant cette crise sanitaire. Dans de nombreux départements du Congo, le personnel soignant est rare, s'il est féminin encore plus. Parfois même, il est à manquer.

Il est donc aisé de comprendre l'importance de maintenir l'accès aux services de santé et d'intégrer les femmes et les adolescentes dans les programmes humanitaires de riposte COVID et au-delà. Des questions se posent quant aux : barrières d'accès aux structures de santé et aux soins, coût des soins, limitations géographiques, rapports genre /santé en termes de prise de décision sur la santé, contrôles des mouvements des femmes et des filles, représentations de la population sur le personnel soignant et système de santé, pratiques du personnel soignant (sexisme, violences obstétricales, etc.) ; en tant qu'obstacles d'accès aux services de santé dont la Santé Sexuelle et Reproductive (SRR). La faible disponibilité des données ventilées par sexes et les infor-

mations fiables sur les inégalités de genre sont des obstacles à la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Ils faut les prendre en compte dans nos actions et agenda.

Cette enquête tentera de combler le manque de données sur l'accès et obstacles aux services de santé materno-infantile, SRR et planification familiale. A travers une enquête, qui respectera la parité femmes-hommes à tous les échelons, le/la consultant.e devra établir le profil démographique et sociologique de la population ayant accès aux FOSA par type de services et de dégager les obstacles majeurs d'accès aux services de santé (genre, âge, zone géographique, etc...). Les enjeux de genre, sont l'axe majeur du dispositif d'enquête et de l'analyse des résultats. A partir des résultats, une stratégie de Genre et un plan d'action seront élaborés avec la Croix Rouge congolaise et la Croix-Rouge française, en lien avec les autres projets conjoints en cours portant sur la santé et l'éducation.

Partenariat :

La Croix-Rouge congolaise (CRC) est partenaire et partie prenante de la conception et conduite de l'enquête.

Résultats Attendus

Constitution d'une base de données sociologique dans six départements pilotes ; Profil de la population fréquentant les FOSA (points d'entrée PCI) par genre, âge, zone géographique et conditions socio-économiques, etc. ; Hypothèses de profil de la population n'ayant pas accès ou difficilement ; Hypothèses de difficultés d'accès aux soins par genre, âge, zone géographique et conditions socio-économiques

Responsabilités

Construire le dispositif d'enquête par questionnaire, voire triangulation avec focus groupes et entretiens

individuels ; Former les enquêteurs et enquêtrices à la collecte de données de genre sur les points de triage et remontée d'information ; Superviser la collecte et analyser les données ; Rédiger un rapport d'enquête ; Atelier de consolidation avec l'équipe impliquée dans l'enquête après le recueil des données ; Atelier de valorisation des résultats de l'enquête avec la CRC, des branches départementales impliquées et la CRF

Livrables

Revue de littérature et méthodologie du dispositif d'enquête (sous 15 jours) ; Un rapport d'enquête détaillé à mi-parcours et en fin d'enquête ; Une brochure avec les résultats principaux en fin d'enquête

Profil recherché

Chercheur.e membre d'un laboratoire de recherche en sciences sociales (démographie, sociologie quantitative, statistique) ou expérience d'étude en sciences sociales confirmée. Un binôme de chercheur.es (chargé.e d'étude et coordinateur.trice) peut également être considéré ; Chercheur.es nationaux ou pays limitrophes sont largement encouragés à candidater ; Expérience d'étude de genre ou de santé au Congo est fortement recommandée ; Apte au voyage à l'intérieur du pays et à travailler sous stress ; Connaissance et adhésion aux valeurs du mouvement Croix-Rouge est un plus ; le ou la prestataire retenu.e pour la conduite de cette enquête doit impérativement être muni.e de son propre logiciel opérationnel d'analyse statistique (SAS, SPSS...).

Critères d'évaluation des offres

La compréhension et l'interprétation des termes de références ; la méthodologie proposée au regard des objectifs à atteindre ; l'expérience du / de la consultant.e ; la connaissance de la zone ; la connaissance du Mouvement Croix-Rouge ; l'expertise technique sectorielle du / de la consultant.e

Clauses administratives

Le soumissionnaire doit apporter la preuve de la régularité de son activité économique (immatriculation, inscription comme travailleur indépendant, etc...); Le/la consultant.e doit seul.e fournir les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa prestation qu'ils soient matériels ou humains (billets d'avion, assurances en responsabilité civile professionnelle, etc...); Il/elle peut déléguer une partie de la mission, au sein de son équipe, au collaborateur de son choix, mais il/elle demeure la seule autorité hiérarchique et disciplinaire concernant ses salarié.es. Le/ la consultant.e doit assurer la sécurité, et à ce titre assurer les consultant.es envoyés en mission.

Expression d'intérêt

Le/la consultant.e doit soumettre une offre technique et financière pour sa prestation en précisant dans l'intitulé : CONGO - Programme Epidémies - Consultance Genre en joignant un dossier complet de candidature (CV + lettre de motivation + copies des diplômes + copie des certificats de travail) ; Le prix indiqué de la prestation doit porter la mention 'ferme, global, forfaitaire et définitif'

L'offre doit être adressée à : rhco-congo.frc@croix-rouge.fr et elodie.voisin@croix-rouge.fr

Date limite de soumission des offres : 5 février 2021

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

NB : les termes de références complets sont à demander par mail aux adresses mails susmentionnées ou à venir chercher à la Délégation de la Croix-Rouge française, 290 Ter Batignolles, BP 14888 Brazzaville, Congo.

Brazzaville, le 19 janvier 2021

AMÉNAGEMENT

Validation du plan d'urbanisme de Brazzaville

Le plan local d'urbanisme de la capitale congolaise a été validé avec amendements le 20 janvier au cours d'un atelier. Il permettra de mettre en évidence les principaux enjeux de la ville de Brazzaville en matière de développement urbain en vue de faciliter l'implémentation des futures constructions.

Initié dans le cadre du projet de Développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap) soutenu par la Banque mondiale et le gouvernement congolais, le document sur le diagnostic du plan local d'urbanisme (PLU) de Brazzaville est un état des lieux qui recense les problèmes, les forces, les faiblesses, les attentes, les enjeux économiques, fonciers, environnementaux ou encore sociaux. Il permettra de faciliter l'implémentation des futures constructions. L'élaboration de ce plan a mobilisé une douzaine d'experts nationaux et internationaux en cette période marquée par la pandémie du coronavirus.

Le plan local d'urbanisme vise, en effet, à rendre applicable un document d'urbanisme réglementaire, opposable aux administrations et tiers ; définir une implantation précise des infrastructures ou équipements ; permettre à l'administration de rendre conformes les plans de lotissement notamment via le respect des normes d'aménagement et des principes de



Les participants à l'atelier / Adiac

grande maille. Il a également pour objectif de permettre à l'administration de mieux contrôler le domaine public de l'Etat, les servitudes et les zones non-constructibles et enfin de définir un plan de zonage qui précise les règles applicables de construction à la parcelle.

A l'ouverture des travaux, le coordonnateur du projet Dur-

quap, Batounguidio, a signifié que cette étape de validation, par toutes les composantes des différentes agglomérations était déterminante pour la formulation d'un plan local d'urbanisme viable, opposable à tous et devra baliser toutes les opérations d'aménagement dans un horizon temporel de 20 ans.

Il a par ailleurs déploré le dé-

séquilibre urbain observé dans les villes congolaises, particulièrement à Brazzaville et Pointe-Noire, dont les conséquences ne cessent de miner le cadre de vie et le bien-être des citoyens. Parmi les causes de cette situation figure selon lui l'absence de planification sur le long terme des établissements couplée au changement climatique et aux

risques de catastrophes naturelles. M. Batounguidio a aussi appelé à l'implication de tous les acteurs du secteur urbain afin de fournir les données pour un diagnostic urbain approfondi qui permettra par la suite de proposer des scénarii de développement spatial de Brazzaville. Une présentation approfondie du rapport a été faite par Benoit Chaligné et Jean Granjux pour permettre aux participants de s'imprégner du document. Dans sa présentation, Benoit Chaligné, géographe urbaniste à Urba Plan a estimé que ce document était l'élément principal qui va conditionner le développement urbain de la ville. Il sera en quelque sorte un outil d'aide à la décision pour les autorités nationales et locales afin de mettre en œuvre un plan d'urbanisme qui permettra une bonne réalisation des futures constructions dans la ville.

Notons que l'atelier a réuni des acteurs des ministères en charge de l'Aménagement, des Affaires foncières, de l'Équipement, de l'Énergie, de l'Intérieur, de l'Éducation.

Gloria Imelda Lossele

ASSAINISSEMENT

Le Congo veut opter pour des toilettes innovantes

Le pays peine à assurer le service d'assainissement durable, comme le traitement des eaux usées connectées aux toilettes domestiques. La solution envisagée consiste à construire des toilettes dotées d'un système de traitement des déchets et connectées à aucun égout.

Les approches pour la gestion des systèmes d'assainissement sont contenues dans deux normes internationales, ISO 30500 et ISO 24521, que l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité (Aconoq) s'engage à vulgariser. Ce sont deux normes spécifiques qui fournissent les critères de performance des nouveaux systèmes d'assainissement, y compris les toilettes et les unités de traitement de boue et de vidange.

La problématique de l'assainissement en République du Congo en lien avec les normes ISO est au centre d'une session de formation, qui s'est ouverte le 20 janvier, à Brazzaville. Initiée par l'Aconoq, en partenariat avec l'Association sénégalaise de normalisation (ASN), la rencontre vise à former des acteurs congolais du secteur de l'assainissement aux nouvelles connaissances sur la gestion des systèmes autonomes d'assainissement.

Cette activité permettra aux participants d'échanger sur les outils ISO, en vue d'une meilleure prise en charge de l'as-



Les officiels de l'atelier de formation / Adiac

sainissement au Congo. Le directeur général de l'organisme sénégalais ASN, Abdouramane Ndione, croit à l'efficacité des toilettes sèches. « Nous devons changer d'approche et mise sur les innovations allant dans le sens de l'assainissement autonome qui n'a pas besoin d'être connecté aux égouts. L'avantage de l'approche d'assainissement autonome est qu'il peut être déployé dans tout le pays abordable pour toutes les bourses », a estimé Abdouramane Ndione.

Il s'agit de donner au traitement

des eaux usées, a-t-il poursuivi, les mêmes priorités que la gestion des centres de santé. Expérimentées dans son pays le Sénégal, les toilettes sèches n'ont pas besoin d'être vidangées ni d'un réseau d'eau ou d'électricité. C'est un système fermé qui reçoit, traite et élimine de manière saine l'insalubrité humaine. « C'est un système durable dans ce sens que les sous-produits sont réutilisables dans l'agriculture », a ajouté l'intervenant.

La vulgarisation de ces approches de gestion d'assainissement permettra à terme un

accès pour tous à l'eau potable, à l'énergie, à des toilettes innovantes, a assuré le directeur général de l'Aconoq, Jean Jacques Ngoko Mouyabi. Hormis son réseautage international, l'Aconoq pourra compter sur le soutien des autorités de tutelle renouvelé ce jour à l'ouverture de la session de formation sur l'assainissement durable.

« L'évènement d'aujourd'hui illustre les nombreuses actions par lesquelles le gouvernement du Congo, à travers son organisme Aconoq, entend mener pour contribuer au renforcement des capa-

cités des experts nationaux dans les activités de normalisation, de métrologie, de certification, d'évaluation de la conformité et de promotion de la qualité », a assuré Jean Anacleit Mampassi, directeur de cabinet (pi) du ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Portefeuille public.

Il faut rappeler que l'ISO 30500 établit une norme internationale spécifiant de nouvelles toilettes domestiques non raccordées à l'égout, qui économisent une précieuse quantité d'eau et traitent elles-mêmes les déchets. Elle s'applique à des exigences générales de sécurité et de performance pour la conception et les essais de systèmes d'assainissement sans égout pour les unités de traitement intégrées préfabriquées... Quant à l'ISO 24521, elle est une norme internationale élaborée pour améliorer l'efficacité et sécuriser la gestion des services d'assainissement existants. Cette norme couvre les lignes directrices pour la gestion des services d'eaux usées domestiques de base, etc.

Fiacre Kombo

RÉFORMES

Le ministère du Plan modernise son système d'information

Les cadres du ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale élaborent au cours d'un atelier qui se tient du 20 au 29 janvier à Kintélé, des manuels de procédures et guide méthodologique. Ces supports permettront de mettre en œuvre des projets informatiques inscrits dans le schéma directeur dudit ministère.

Il s'agit du système intégré de gestion des projets d'investissement publics (sygPIP), du système intégré de gestion du financement des partenaires au développement (sygFIPAD), et du système intégré de gestion de l'information statistique (sygSTAT).

Ces instruments informatiques ont pour vocation de renforcer respectivement, la gestion de l'information budgétaire, notamment le processus de sélection, de maturation et de priorisation des investissements. La rationalisation de l'appui des partenaires au développement et la nécessité des statistiques comme outils d'aide à la décision de l'exé-



Le directeur de cabinet au centre, présidant l'ouverture de l'atelier

cutif y compris. « L'objectif de cet atelier est de faire asseoir un modèle de gestion axés sur les résultats, à travers un système de gestions de l'informa-

tion », a indiqué le directeur de cabinet de la ministre du Plan, Ferdinand saustène Likouka, qui souligne que cet atelier constitue une étape importante dans le parcours

que le ministère du Plan emprunte en vue de poursuivre les réformes de son administration, ayant pour objectif commun d'interfacer avec le système de gestion des

finances publiques, dont la mise en production est déjà effective.

Rappelons que cet atelier est organisé par le projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp). Cofinancé par le Congo et la Banque mondiale, ce projet est un outil important d'accompagnement du gouvernement dans la gouvernance du secteur public. Car il permet à l'Etat d'accélérer le processus des réformes sectorielles.

Le renforcement des capacités des institutions bénéficiaires de ce projet permet de mieux outiller les cadres et agents de ces structures publiques pour mieux accroître l'efficacité et l'efficience de l'action publique.

Lopelle Mboussa Gassia

EXAMENS D'ETAT SESSION 2021

Ouverture de la campagne d'inscriptions en ligne

La campagne d'inscription en ligne pour les candidats aux examens d'Etat session 2020-2021 a débuté ce 20 janvier pour se clôturer le 20 février, précise une circulaire du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Pour réussir l'opération des inscriptions en ligne aux examens d'Etat, la direction des systèmes d'information et de la communication du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation a déployé les équipes dans toutes les directions départementales.

La plate-forme d'inscriptions en ligne, mise en place l'année passée, a été conçue pour dématérialiser le traitement des inscriptions aux examens d'Etat. Elle a été présentée, le 5 février 2020 à Brazzaville, à l'ensemble des acteurs de la communauté éducative. Aussi facilite-t-elle la collecte des données, la saisie et la validation des candidatures, l'accès aux informations permettant de détecter les faux candidats et d'autres fraudeurs tout en réduisant le volume de travail de la commission d'inscription.

A propos, trois opérations se font sur la plate-forme: la saisie des identifiants des candidats aux examens; la numérisation de la photo du candidat puis la validation automatique de l'inscription. Pour l'heure, les dates des différents examens d'Etat ne sont pas encore fixées.

Rominique Makaya

VACCINS ANTICOVID

Plus de 50 millions de doses administrées dans le monde

Plus de 50 millions de doses de vaccins antiCovid-19 ont été administrées dans le monde, dans une course à l'immunisation largement dominée par les pays riches.

Mercredi matin, au moins 51.285.801 doses avaient été administrées dans au moins 61 pays ou territoires. Israël est, de loin, le pays le plus en avance puisque plus d'un quart de sa population (26,1%) a déjà reçu au moins une dose, soit 2,3 millions de personnes. Quelque 6,2% des Israéliens ont même reçu les deux doses nécessaires pour une protection optimale, un record également.

En volumes, ce sont les Etats-Unis qui font la course en tête, avec 15,7 millions de doses administrées à 13,6 millions de personnes (4,1% de la population), devant la Chine (plus de 15 millions de doses).

Le Royaume-Uni, qui se classe troisième avec 4,7 millions de doses injectées à 4,3 millions de personnes (6,3%), est le premier pays européen. Il est suivi, sur le Vieux continent, par l'Italie et l'Allemagne, qui ont chacune administré 1,2 million de doses à respectivement 2% et 1,4% de leur population. La France a quant à elle administré des doses à 585.664 personnes (0,9%).

Les pays de l'Union européenne ont injecté plus de 6 millions de doses à environ 1,4% de leurs habitants. En proportion de sa population, c'est le Danemark (3%) qui est le plus avancé au sein des 27, devant Malte (2,9%) et la Slovaquie (2,1%).

Accès inégal

L'accès aux vaccins est très inégal selon les régions du monde. La soixantaine de pays ayant débuté leur campagne, qui regroupent 61% de la population mondiale, sont principalement des pays riches (Amérique du Nord, Europe, Israël, pays du Golfe et Chine). Onze de ces pays concentrent plus de 90% des doses injectées.

De grands pays latino-américains (Brésil, Argentin,

Mexique...) ont également commencé à vacciner, mais à un rythme moins soutenu que dans d'autres régions.

En Afrique, seules les Seychelles ont démarré une campagne de masse, tandis que la Guinée a entamé une phase pilote ne concernant que quelques dizaines de personnes.

L'Organisation mondiale de la santé et l'Alliance pour les vaccins (Gavi) ont mis sur pied le mécanisme Covax pour distribuer des doses aux pays défavorisés. L'OMS espère envoyer les premiers vaccins fin janvier ou en février.

Sept vaccins

Sept vaccins, qui nécessitent tous deux doses pour être pleinement efficaces, sont actuellement en circulation dans le monde.

L'Amérique du Nord, l'Europe, Israël et les pays du Golfe ont majoritairement opté pour ceux développés par Pfizer-BioNTech (américano-allemand) et Moderna (américain). Leur concurrent britannique d'AstraZeneca-Oxford a quant à lui la part belle au Royaume-Uni et en Inde, en attendant une possible autorisation dans l'Union européenne fin janvier.

Le vaccin indien de Bharat Biotech n'est pour l'instant utilisé qu'en Inde.

Le vaccin Sputnik V du centre russe Gamaleya est injecté en Russie, mais également en Argentine, au Bélarus et en Serbie.

Quant aux vaccins chinois, outre en Chine, celui de Sinopharm est administré aux Emirats arabes unis, au Bahreïn, aux Seychelles, en Jordanie et en Serbie, celui de Sinovac en Indonésie, au Brésil et en Turquie.

AFP

SANTÉ

Fermer les écoles en temps de Covid ? Seulement en dernier recours estime l'OMS

Le débat sur l'ouverture ou non des écoles fait rage et il est attisé par l'apparition de variants du nouveau coronavirus dont on connaît mal encore l'effet sur les enfants. L'OMS, elle, continue de recommander de faire le maximum pour éviter les fermetures massives.

Voici les conclusions principales de l'Organisation mondiale de la santé dans un chapitre de son rapport épidémiologique hebdomadaire publié mercredi et consacré aux leçons tirées d'un an de pandémie dans l'enseignement.

Quand fermer les écoles ?

Les fermetures d'écoles doivent être un dernier recours, elles doivent être temporaires et seulement à un niveau local dans les zones de transmission intense du virus, souligne l'OMS, à l'unisson de l'Unesco ou l'Unicef, au regard de l'impact sur les écoliers, en particulier les plus démunis ou les plus vulnérables et fragiles. De plus, «plusieurs études ont montré que la réouverture des écoles n'avait pas correspondu à des hausses significatives de transmission dans la communauté ou à des pics d'infection».

Les preuves de l'utilité de fermer les écoles pour réduire la transmission au sein de la communauté sont mitigées, note l'agence, tout en soulignant que la découverte à la fin de l'année de nouveaux variants plus contagieux exige plus d'analyses par sexe et par âge pour mesurer si et comment l'impact de ces nouveaux variants sur les enfants pourrait différer de celui de la souche originelle.



«Si on trouve que les enfants sont plus touchés, les mesures de santé publique pourraient devoir être ajustées», recommande l'OMS.

Les écoles sont-elles des foyers d'infection ?

Les écoles ne s'avèrent pas être des foyers de super propagation sauf dans quelques cas où les mesures de protection n'ont pas été bien mises en oeuvre, note l'OMS.

Pour l'organisation, le taux de transmission dans la communauté se reflète à l'école. Quand la transmission dans la communauté est faible et que les mesures de prévention appropriées sont prises, il est peu probable que les

enfants et les écoles soient en pointe dans la transmission, note l'agence. Mais à l'inverse quand les infections augmentent comme c'est le cas ces trois derniers mois, les mesures de prévention et de protection sont cruciales pour prévenir la transmission.

Les écoles doivent aussi participer très activement aux mesures de détection précoce et de limitation de la propagation (tests, avertissement des cas contacts et mises en quarantaine), qui font partie de l'arsenal recommandé par l'agence onusienne pour tenter de juguler la pandémie.

L'OMS note, que pour l'ensemble des cas de Covid déclarés en 2020, les moins de

Coronavirus, les écoles ont été fermées/DR

18 ans représentent 8% des cas alors qu'ils sont 29% de la population mondiale, que les enfants de moins de 10 ans sont moins susceptibles et moins infectieux que des enfants plus âgés. Elle cite une étude norvégienne montrant un très faible taux de transmission d'enfant à enfant et d'enfant à adulte dans les écoles accueillant des 5-13 ans et prenant des mesures sanitaires adéquates. Les adolescents de 16-18 ans transmettent le virus aussi souvent que les adultes, selon l'agence.

Quels risques pour les enseignants ?

L'OMS s'appuie sur une étude

menée au Royaume-Uni qui montre que le personnel des écoles court un risque moindre à l'école quand on fait la comparaison avec la population adulte en général. Une autre étude faite aux Etats-Unis auprès de 57.000 employés de crèches montre qu'il n'y a pas de risque accru d'infection pour les employés.

Quelles mesures pour juguler les infections ?

Pour se protéger, l'OMS demande aux écoles de s'assurer d'avoir une bonne ventilation et des pratiques d'hygiène (lavage des mains et nettoyage des surfaces).

Dans ses recommandations : les enfants de 12 ans et plus devraient porter un masque au même titre que les adultes tandis que les enseignants et le personnel scolaire devraient porter un masque quant il ne peuvent pas être assurés de se trouver à au moins 1 mètre de distance dans les zones à fort taux de transmission.

La distanciation physique doit être assurée par exemple en limitant le nombre d'élèves par classe, en évitant de mélanger les classes ou encore en faisant des rotations.

Des mesures plus contraignantes peuvent s'avérer nécessaires pour les écoliers plus âgés et en particulier les adolescents.

AFP

Une banlieue de Pékin confinée, après la découverte du variant anglais

Pékin a annoncé mercredi, le confinement strict de cinq quartiers de la banlieue sud de la capitale chinoise, après la découverte du variant anglais de la Covid-19 parmi une poignée de cas de contamination. Le pays le plus peuplé du monde, où l'épidémie a fait son apparition fin 2019, l'a très largement éradiquée sur son sol dès le printemps dernier. Mais des foyers sporadiques apparus, ces dernières semaines, inquiètent les autorités qui ont à nouveau recours à des mesures drastiques pour limiter la contagion.

La capitale qui compte 21 millions d'habitants, a ainsi confiné mercredi à domicile quelques dizaines de milliers de personnes dans cinq ensembles résidentiels de sa

vaste banlieue sud. Ces quartiers ont révélé la présence de deux cas de contagion liés à la souche britannique du nouveau coronavirus, considérée comme plus contagieuse. Ces cas «n'ont pas de corrélation génétique avec des cas d'origine locale ou importés signalés auparavant», a déclaré devant la presse la directrice adjointe des services sanitaires de Pékin, Pang Xinghuo, en précisant: «Ils sont considérés comme des variants du nouveau coronavirus découvert en Grande-Bretagne».

La Chine avait déjà fait état de ce variant anglais fin décembre chez une étudiante, arrivée à Shanghai (est), en provenance du Royaume-Uni.

Julia Ndeko



Vue d'une banlieue de Pékin/DR

FORCE TABUKA/BARKHANE

Une présence européenne faible mais plus concrète

Si l'augmentation des pays européens, candidats à renforcer l'opération Barkhane par des forces spéciales reste plutôt faible, elle tend néanmoins à se concrétiser.

L'élément clé de la force Takuba est l'accompagnement et la formation des ULRI maliennes. C'est à cette tâche, « incarnée » par les Français du SGTD Bercheny de l'opération Barkhane, que vont s'investir les Européens.

Cinq pays engagés au total

Deux pays sont déjà sur place (Estonie et République Tchèque), un troisième y est attendu, la Suède, avec un contingent notable de 150 personnes. Ce qui va former trois task-groups, en partenariat avec les Français. Chaque contingent de forces spéciales est accolé à une ULRI (Unité légère de reconnaissance et d'intervention) de l'armée malienne. Avec en objectif le triple A : « *Assister; conseiller; Accompanyer; la montée en gamme des forces maliennes jusqu'à ce qu'elles soient pleinement autonomes* ».

Les trois task-groups

Le premier task-group, franco-estonien, le plus ancien, compte 60 Français et 30 Estoniens, basé à Gao et accolé à la 4e ULRI avec 90 personnels, venus de la 132e compagnie mécanisée de Gao, et quelques éléments nigériens. Le deuxième task-group, franco-tchèque, devrait avoir la même dimension (51 Français et environ 35 Tchèques), avec une capacité opérationnelle atteinte à la mi-janvier. Il sera basé à Menaka et accolé à la 2e ULRI. L'ensemble des militaires tchèques est arrivé. Leur incorporation opérationnelle devrait être définitive en février. Le troisième task-group, franco-suédois, sera lui aussi basé à Menaka, plus important. Ces militaires seront opérationnels d'ici à mars. Les Suédois fourniront également la force de réaction rapide, des éléments chirurgicaux, ainsi que des hélicoptères, Black

Hawk, utiles pour l'opération Barkhane qui manque de moyens hélicoptérés, a-t-on appris.

Deux pays pour augmenter l'effectif d'ici fin 2021

L'Italie n'enverra finalement son unité que plus tard. Au second semestre, par exemple. Contrairement au projet de loi présenté par le gouvernement en mai 2020 et approuvé au Parlement en juillet. Concernant la Grèce, « les discussions seraient en cours ». Les forces grecques seraient « modestes », de l'ordre de quelques dizaines (maximum) de personnes. Elles n'intégreraient pas un quelconque task group, mais feraient office de soutien.

Une présence au QG

Quatre pays (Danemark, Belgique, Pays-Bas, Portugal) participent en envoyant de 1 à 4 officiers au Quartier général (QG) de la force à N'Djamena, au Tchad, ou à Gao (Mali). Une participa-

tion plutôt symbolique, pouvant être utile pour préparer une participation future « plus robuste, sur le terrain ». Tous ces officiers ne sont pas encore présents. Les Belges, par exemple, ne sont pas encore arrivés.

Trois pays sont absents physiquement, mais soutiennent politiquement la force. Il s'agit de l'Allemagne, de la Norvège, et du Royaume-Uni. Le cas de la Norvège découle de la faiblesse d'engagement. Oslo aurait reculé faute de soutien au Storting, le Parlement norvégien.

La ministre française des Armées, Florence Parly, espère d'obtenir d'autres participations. Elle l'a indiqué devant l'Assemblée nationale. « Nous sommes en discussion avec les Allemands et les Portugais pour finaliser les conditions de leur déploiement avant la fin de l'année ». Ce n'est pas un « débat sur le principe, mais sur les conditions » a-t-elle

précisé. Et pour le « déploiement suivant », d'autres pays en observation pourraient se décider : « *nous sommes en discussion avec les Pays-Bas notamment* ».

Un bilan mitigé de la situation dans la région

Le chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, a dressé un tableau mitigé de la situation de la région devant le Conseil de sécurité. Malgré les efforts conjoint de la Force du G5 Sahel avec de multiples partenaires internationaux, dont la force française Barkhane, la force européenne Takuba, la Force multinationale interarmées et les armées nationales des pays du Sahel, l'insécurité « *continue de régner et de nuire à des vies innocentes* », a affirmé Mohamed Ibn Chambas.

Noël Ndong

RELATIONS TRANSATLANTIQUES

L'Union européenne propose une nouvelle alliance à Joe Biden

L'Europe invite le président américain, Joe Biden, à Bruxelles afin de construire un pacte fondateur nouveau pour les relations transatlantiques.

L'Union européenne a, de nouveau, un ami à la Maison-Blanche, après quatre longues années de présidence Trump, a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, devant le Parlement européen, quelques heures avant l'investiture de Joe Biden. « *Les Etats-unis sont de retour et l'Europe est prête à renouer avec un ancien*

den, un appel à construire ensemble un pacte fondateur; nouveau, pour une Europe plus forte, pour des Etats-Unis plus forts et pour un monde meilleur », a, pour sa part, annoncé le président du Conseil européen, Charles Michel. « Ce nouvel agenda pour l'Europe et pour les Etats-Unis, que nous souhaitons mettre sur la table, est un agenda ambitieux et

Stoltenberg, de la possibilité d'organiser la réunion européenne en même temps que celle de l'Otan, à laquelle participera le président Biden, après une période où l'organisation a, elle aussi, été malmenée par Donald Trump. Les dates restent encore à fixer et dépendront de l'évolution de la pandémie de Covid-19.

Les Etats-Unis et l'UE ont « *leurs différences et elles ne vont pas disparaître par magie* », a cependant prévenu le président du Conseil.

Evoquant les violences du 6 janvier au Capitole, Mme von der Leyen a estimé « qu'en tant qu'Européens, nous ne sommes pas à l'abri de telles évolutions ». « *Nous devrions considérer ces images des Etats-Unis comme un avertissement* », a-t-elle estimé. Elle s'est dite « *ravie que dès le premier jour de cette nouvelle administration, les Etats-Unis rejoignent l'Accord de Paris. C'est le point de départ de notre coopération renouvelée* », a souligné l'Allemande qui a fait du Pacte vert, l'une des priorités de sa présidence.

Julia Ndeko

« Les Etats-unis sont de retour et l'Europe est prête à renouer avec un ancien partenaire de confiance pour donner une nouvelle vie à notre précieuse alliance »

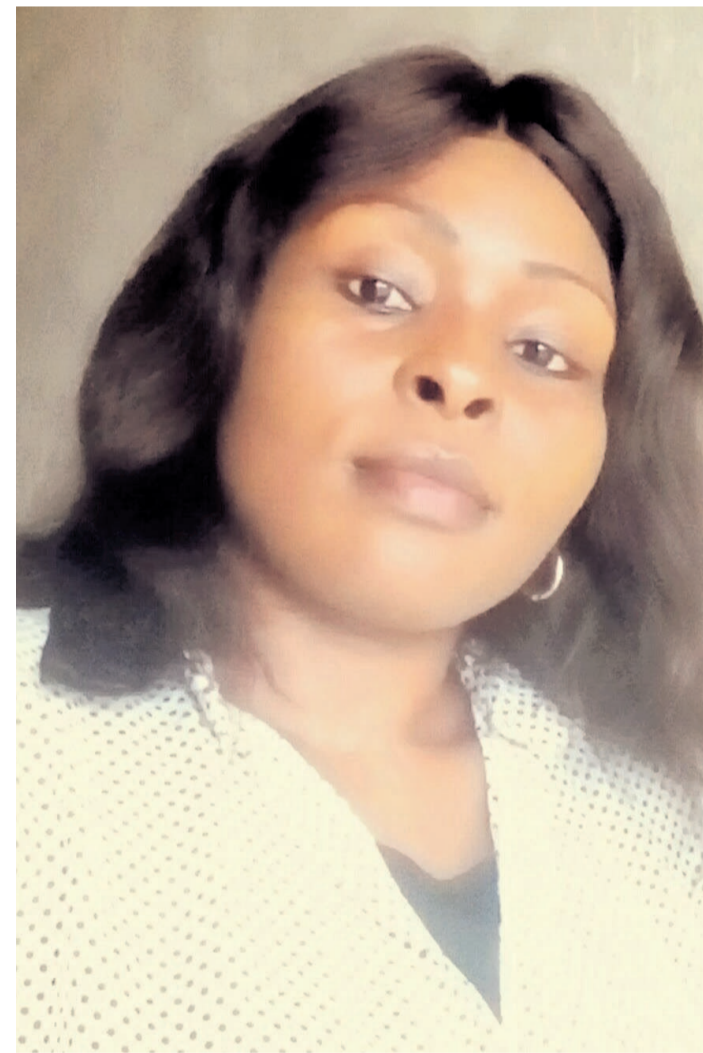
partenaire de confiance pour donner une nouvelle vie à notre précieuse alliance », a-t-elle ajouté, après une présidence Trump qui a été marquée par de vives tensions avec l'Union européenne, en particulier, sur le plan commercial.

« *Je voudrais adresser de manière solennelle aujourd'hui, en ce jour d'entrée en fonction de Joe Bi-*

c'est pourquoi, en ce premier jour de son mandat, je souhaite inviter le président Biden en Europe pour participer à une réunion extraordinaire du Conseil européen, à Bruxelles, réunion qui pourrait se tenir en parallèle à un sommet de l'Otan », a-t-il proposé.

Charles Michel a discuté mardi soir avec le secrétaire général de l'Alliance, Jens

NÉCROLOGIE



Les familles Zodialo et Péna ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de Mme Stéphanie Verdiane Ibouanga survenu le 15 janvier 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Moukondo derrière l'école primaire de la Soprog. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

MIRABELL MAYACK

« L'Allemagne souhaite investir beaucoup plus dans les deux Congo »

Mirabell Mayack 36 ans, née d'une mère allemande et d'un père camerounais, basée à Londres, est la directrice d'un cabinet de Due diligence, spécialisé pour les pays d'Afrique subsaharienne francophone.

En quoi consistent les activités de votre Cabinet ?

Nous sommes passés d'un cabinet de relations publiques pour élargir notre portefeuille Afrique, dans le domaine de la due diligence. À la base, l'idée est de créer un pont d'investissements rentables entre l'Allemagne et l'Afrique. La due diligence est nécessaire lorsque vous faites des affaires et en particulier avec l'Afrique francophone. Elle permet à un investisseur de prendre les bonnes décisions.

Les services principaux que nous fournissons sont la due diligence, le match-making et la recherche primaire en Afrique francophone. Nous organisons également un événement d'affaires majeur en Allemagne qui réunit des investisseurs allemands et des leaders africains francophones dans la ville de Schwäbisch Gmünd, près de Stuttgart.

En quoi consiste concrètement la due diligence ?

La due diligence est une forme de vérification. Par exemple, en Allemagne, un pays fortement régulé et transparent, elle consiste généralement en un audit financier et à la vérification financière. Nos clients sont Européens et Africains anglophones, les sociétés de consulting et toutes les entreprises qui souhaitent exercer des activités commerciales ou des investissements en Afrique francophone.

Aussi est-elle un pas nécessaire pour pouvoir prendre des décisions informées avant l'investissement. Ceci consiste entre l'audit financier, de la vérification RH aux vérifications des structures pour créer plus de transparence.

Quels types de relations économiques l'Allemagne entretient-elle avec le continent africain, en particulier avec les deux Congo ?

Les investissements di-



Mirabell Mayack à Bamako, au Mali.

rects étrangers allemands en Afrique sont inférieurs à ceux de la Chine, de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Seulement 850 entreprises allemandes se trouvent sur le continent africain. Néanmoins, depuis quelque temps, l'Allemagne souhaite investir beaucoup plus en Afrique et dans les deux Congo. Cela constitue une occasion pour attirer les investisseurs et les informer sur les opportunités d'affaires dans ces deux pays. Pour ce faire, l'Allemagne offre des garanties d'investissement aux entreprises allemandes qui veulent opérer en Afrique, afin de couvrir les risques politiques, car l'Afrique est toujours perçue comme un continent à la sécurité volatile. Les agences d'investissement institutionnelles allemandes et les groupes de lobbying en Allemagne souffrent d'un manque d'experts sur l'Afrique. Par conséquent, le Mittelstand (petites et moyennes entreprises allemandes) reste plutôt hésitant pour le continent. Les deux Congo doivent créer une stratégie pour attirer les investisseurs allemands, en faisant notamment contribuer les diasporas de leurs pays. Les Allemands cherchent à investir dans l'énergie verte, avoir un impact social et favorisent des investissements à long terme.

Quel est aujourd'hui le volume des transactions commerciales entre les deux Congo et l'Allemagne ?

En 2018, l'Allemagne a exporté 43,8 millions d'euros de produits en RDC et le Congo a exporté en Allemagne des produits d'une valeur de 177,1 millions d'euros.

Quels sont aujourd'hui les secteurs dans lesquels l'Allemagne pourrait investir en Afrique en général et dans les deux Congo en particulier, et pourquoi ?

L'énergie verte, les infrastructures et l'agriculture sont les secteurs des investissements privilégiés, mais il existe de nombreux secteurs qui sont et pourraient devenir d'intérêt. L'Afrique subsaharienne francophone offre des marchés vierges et tout est à considérer comme une opportunité d'investissement ! De nombreux pays européens investissent et investiront davantage. Les deux Congo resteront extrêmement attractifs, en raison de leurs ressources naturelles et de leur emplacement stratégique au cœur de l'Afrique. 5,2 millions de Congolais du côté de Brazzaville et 89 millions de Congolais, du côté de Kinshasa, offrent un énorme potentiel en tant que marchés de consommation. Les deux pays dis-

s'appuyer sur leur diaspora en Allemagne qui est de presque 1 million de personnes.

De quelle manière votre agence accompagne-t-elle les investisseurs allemands et africains pour un partenariat gagnant-gagnant ?

Nous ne faisons pas de l'accompagnement ou du consulting. Nous offrons de la due diligence en Afrique francophone, recherche primaire et le matchmaking. Les informations que nous détenons sont précieuses et avons une bonne connaissance de l'environnement des affaires en Allemagne et en Afrique francophone. Nous savons donc mieux diriger les investisseurs. Nous le faisons avec des partenaires tels que le groupe Loukil, en Tunisie, qui peuvent aider à surmonter les obstacles que les investisseurs allemands pourraient rencontrer.

Quels sont vos projets ?

Si les restrictions liées à la Covid-19 sont assouplies, nous comptons organiser une conférence avec le gouvernement de la République du Congo à Schwäbisch Gmünd avec notre principal partenaire, le Groupe Loukil et la participation de Walid Loukil. Nous continuons également à attirer plus de clients pour les aider dans leurs activités en Afrique francophone. En outre, étant issue d'une entreprise familiale allemande typique du Mittelstand, je continue mes campagnes pour que le gouvernement allemand s'appuie sur les experts pour leur lobbying Afrique et leur entrée sur les marchés africains. Mon objectif principal est que l'Allemagne puisse faire plus d'affaires avec les pays africains francophones et surtout les deux Congo. Mais en tant que femme entrepreneure, mon objectif principal reste la création des emplois dans ces deux pays.

Quels sont les avantages que l'Allemagne offre par rapport aux partenaires dits traditionnels du continent africain ?

Les avantages de l'Allemagne sont notamment sa technologie et sa réputation de produits de qualité. Un grand avantage est naturellement le manque d'un passé colonial avec les deux Congo. Si l'Etat allemand apprend à faire des affaires avec l'Afrique dans le respect mutuel, cela sera également un énorme avantage. Les Allemands devraient investir dans des partenariats gagnants-gagnants et non dans secteur des ONG.

Quels sont les principaux défis (notamment financiers) auxquels les investisseurs allemands doivent faire face en Afrique ?

Le défi est lié au prix des produits de base qui peuvent varier, à la dévaluation de la monnaie et au choc culturel. Les compétences interculturelles restent le plus grand défi pour nous les Allemands. Pour faire des affaires avec ces derniers, les deux Congo pourraient

Propos recueillis par
Patrick Ndungidi

FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

L'opération de charme de la Ville de Kinshasa auprès des partenaires potentiels

L'atteinte des objectifs globaux liés à l'amélioration des rendements agricoles ne sera effectif qu'avec l'aide de certaines banques et entreprises de la place comme Equity Bank, New Domaine agro-industriel et pastoral de la N'Sele, John Deere, une entreprise réputée pour ses tracteurs agricole, et les sociétés brassicoles.

L'insécurité alimentaire touche aujourd'hui des millions de Kinois. A Kinshasa tout comme dans l'ensemble de la RDC, le plus grand défi du secteur agricole est l'augmentation de la productivité de la terre. En effet, la capitale, dans sa partie est, dispose de larges étendues de terres arables quasiment-inexplorées. En parlant de la problématique liée à la productivité de la terre, il se pose la question de la diversification des cultures pour améliorer l'offre. Sur ce dernier point, il faut s'assurer de l'adoption des technologies agricoles durables consistant à associer les arbres, les cultures saisonnières et l'élevage. L'heure est à l'urgence au regard des derniers chiffres plutôt alarmants du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Dans le 14ème cycle de ses analyses, le document laisse entendre que l'insécurité alimentaire concerne actuellement près de six millions de personnes en RDC. En mettant à profit ses 80 millions d'hectares de terres arables, le pays est en mesure de nourrir près de deux



milliards de personnes. Mais on en est encore loin.

Coup d'envoi de la campagne agricole

La Ville de Kinshasa a lancé officiellement sa campagne agricole 2020-2021. Les autorités urbaines en ont profité pour réaffirmer leur détermination à booster les secteurs agricole

et rural de la capitale. Le site choisi pour abriter l'événement est tout aussi symbolique. En effet, il s'agit d'Ibi-village, l'un des derniers poumons de la capitale situé à 110 km à l'Est du centre-ville de Kinshasa, plus précisément dans la commune urbano-rural de Maluku. Ici, nous sommes au Plateau des Bateke. Le site d'Ibi-Village

compte dans le dispositif agricole de la ville par la symbiose des activités pilotes de promotion des initiatives agro-forestières. Par ailleurs, le Plateau des Bateke reste également un maillon-clé de l'approvisionnement de la Ville province de Kinshasa. De ce fait, il pourra davantage contribuer aux efforts des autorités urbaines de

booster le secteur agricole. Si le chemin à parcourir reste long et parsemé d'embûches, le ministre provincial de l'Agriculture, pêche, élevage et développement rural, Kanza Né Kongo, se réjouit tout de même des grands acquis de son ministère. Sur sa liste non exhaustive, il parle de la construction et la réhabilitation des pistes et routes de déserte agricole dans la commune de Maluku, la structuration et le renforcement des capacités paysannes, l'organisation du Forum agricole international de Kinshasa ainsi que la modernisation de l'agriculture kinoise à travers la mise en place d'un programme de crédit-bail destiné par exemple à livrer des machines et des équipements agricoles aux producteurs. Quant aux appuis extérieurs, l'une des premières institutions à réagir est l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui promet d'apporter son soutien au Gouvernement provincial dans sa politique d'amélioration de la production alimentaire à Kinshasa.

Laurent Essolomwa

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée
du Bassin du Congo

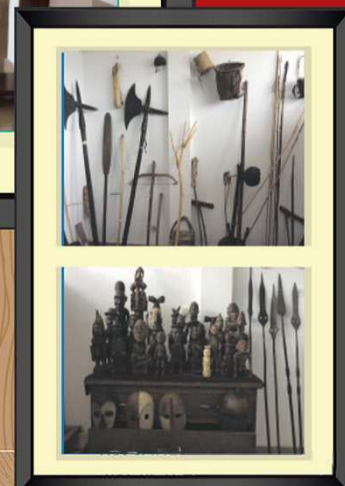
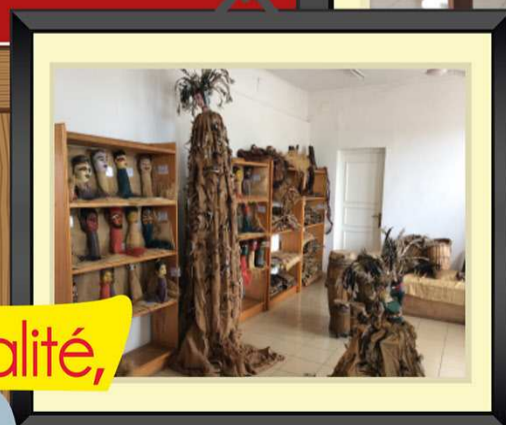
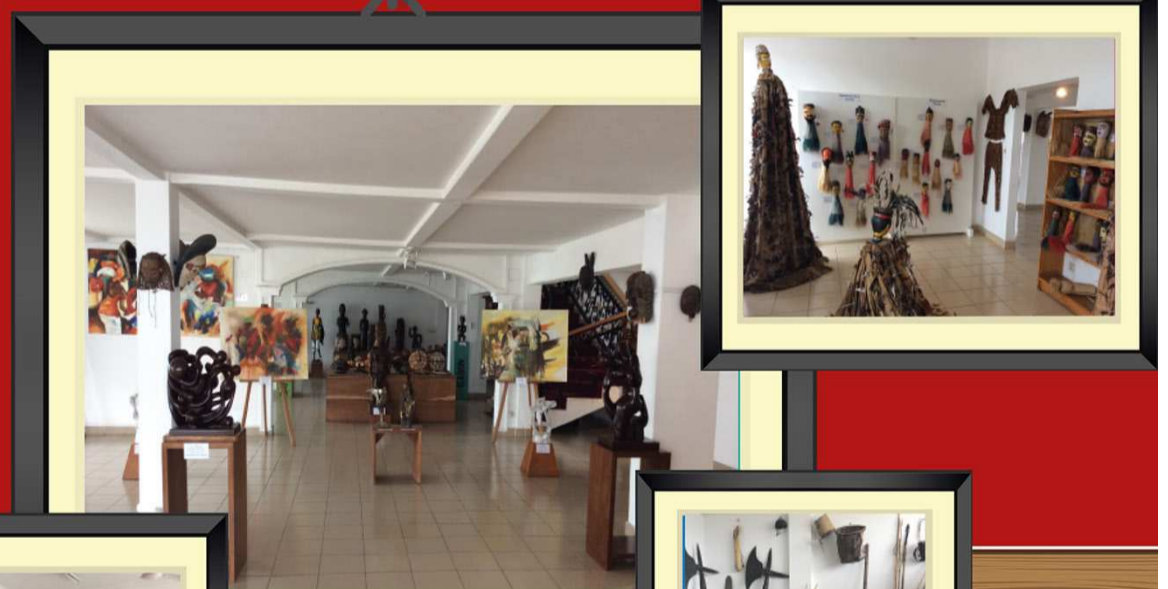
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS EN RDC

Cri d'alarme des autorités du Nord et Sud Ubangi

Le gouvernement congolais et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) sont appelés à intervenir au regard de la situation précaire dans laquelle vivent les réfugiés centrafricains en République démocratique du Congo (RDC).

Les récents affrontements en République centrafricaine ont eu comme conséquence un afflux de réfugiés en RDC particulièrement dans les provinces du Nord et Sud Ubangi situées au nord du pays. Face à cette situation, les autorités locales ont lancé un cri d'alarme vers le gouvernement congolais et le HCR, pour une intervention urgente.

Au Nord comme au Sud Ubangi, l'on déplore une situation sanitaire précaire et l'absence d'une prise en charge efficace des réfugiés dans un contexte marqué par la pandémie du covid-19. L'on relève également une pénurie des vivres, d'eau potable, ainsi qu'un manque de médicaments. Certains réfugiés, note-t-on, seraient atteints



Des Centrafricains craignant la violence électorale fuient vers la République démocratique du Congo/DR

de diarrhée.

L'on estime à plus de 1700 ménages des réfugiés cen-

trafricains dans la ville congolaise de Zongo (Sud Ubangi), contre plus de 50 000 personnes sur le territoire de Yakoma et ses environs (Nord Ubangi).

Ces ménages qui ont gagné le sol congolais passent la nuit à la belle étoile sans aucune prise en charge adéquate. Cela justifie l'appel du député Roger Sido Wagia aux autorités congolaises pour une assistance rapide aux réfugiés pour autant que les conditions de vie deviennent aussi difficiles pour les populations d'accueil.

Au mois de décembre dernier, environ 17 000 Centrafricains fuyant les violences dans leur pays avaient traversé la rivière Ubangi pour se cantonner au territoire de Yakoma au Nord de la province du Nord-Ubangi. Ces réfugiés s'étaient installés dans les localités de Ndayo et Ngazamba (dans des familles d'accueil) ainsi que dans des îlots.

Jules Tambwe Itagali



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

KATANGA

L'Asadho condamne la violence dans l'interpellation du pasteur Ngoy Mulunda

Ayant désapprouvé les propos séparatistes, xénophobes et incitant à la haine tribale tenus par l'ex-président de la Centrale électorale congolaise, Me Jean-Claude Katende, juge, cependant, « inacceptable dans un Etat de droit que l'arrestation du pasteur Daniel Ngoy Mulunda soit émaillée d'une telle violence ».

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) condamne la violence et la brutalité ayant accompagné l'interpellation, à Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, de l'ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), le pasteur Daniel Ngoy Mulunda. Intervenant, le mercredi 20 janvier, sur les ondes de Radio Okapi, le président de cette ONG de défense des droits de l'homme, Me Jean-Claude Katende, rappelle également que Daniel Ngoy Mulunda jouit encore de la présomption d'innocence lui reconnue par la loi.

Me Jean-Claude Katende, qui désapprouve, toutefois, les propos séparatistes, xénophobes et incitant à la haine tribale



Le pasteur Daniel Ngoy Mulunda et ses avocats DR

tenus par l'ex-président de la Centrale électorale congolaise, juge, cependant, « inacceptable dans un Etat de droit que l'arrestation du pasteur Daniel Ngoy Mulunda soit émaillée d'une telle violence ».

Le pasteur Ngoy Mulunda, a-t-il fait savoir, a été interpellé avec beaucoup de brutalité et des dégâts dans sa maison, ce qui n'est pas conforme aux lois de la République.

L'ONG dit, par ailleurs,

exiger aussi des poursuites judiciaires contre des agents de l'ordre qui ont mené cette interpellation et qui ont détruit le domicile du pasteur Daniel Ngoy Mulunda.

L'ex-président de la Céni,

gardé dans la prison de Kasapa, à Lubumbashi, est jugé en procédure de flagrance. Il avait été arrêté, le 17 janvier à Lubumbashi, par des agents de l'Agence nationale de renseignements, après une prédication, le 16 janvier en mémoire de Laurent-Désiré Kabila, dans laquelle il avait tenu des propos jugés séparatistes, sécessionnistes et tribalistes. Dans son prêche, indiquent des sources, qui s'appuient sur des vidéos qui circulent sur le net, en présence de plusieurs membres de l'ancienne mouvance présidentielle, le pasteur Ngoy Mulunda et notable katan-gais a posé des préalables si les dirigeants actuels ne souhaitent pas voir l'ex-Katanga se détacher du reste du pays.

Lucien Dianzenza

NORD-KIVU

Le MISS-RDC salue la libération des militants de la Lucha

Les activistes de la Lucha détenus pendant près d'un mois ont été acquittés par le tribunal militaire de Beni qui les a déchargés de tous les griefs qui leur étaient reprochés dont « la violence sentinelle et le sabotage ».

Le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (MISS-RDC) a dit prendre acte de la libération, le 20 janvier 2021, des huit militants d'un autre mouvement frère, la Lutte pour le changement (Lucha), détenus pendant vingt et un jours. Le MISS-RDC exige, par ailleurs, le dédommagement de ces activistes qu'il a dit être victimes de la barbarie et de l'arbitraire. Dans un tweet, effet, ce mouvement citoyen dit également encourager la Lucha et ses membres à porter plainte contre l'Etat pour arrestation arbitraire, détention illégale et brutalité.

Acquittés par le tribunal militaire de Beni

Après près d'un mois de détention en prison, ces



Les activistes de la Lucha, devant les juges DR

huit militants du mouvement citoyen Lucha, dont

une fille, ont été acquittés par la justice, à l'issue d'une

audience foraine tenue, mercredi 20 janvier 2021,

à Beni, dans le Nord-Kivu. Selon le verdict rendu par le Tribunal militaire de garnison de Beni-Butembo, tous les griefs qui leur étaient reconnus dont « la violence sentinelle et le sabotage », ont été rejetés.

Il est rappelé que dans son réquisitoire, le ministère public avait proposé dix ans de prison contre ces militants arrêtés dans une marche le 19 décembre dernier alors qu'ils protestaient contre des massacres dans l'Est du pays ainsi que le renouvellement du mandat de la mission onusienne en RDC, la Monusco.

Ces militants de la Lucha relaxés sont notamment Kasereka Muhetse Ezee, Mbusa Kikene Eli, Consolé Mukirania, Muhindo Aziz, Kakule Mutsuva Clovis, Mumbere Sikuli, Nzila Patrick et Lwanzo Kasereka.

Lucien Dianzenza

LUTTE CONTRE LE COVID 19

Le marché de l'OCH désinfecté

La société RAF en partenariat avec la mairie de Pointe-Noire a lancé le 20 janvier au marché de l'OCH, le programme de désinfection des marchés domaniaux de Pointe-Noire afin de lutter contre la pandémie du coronavirus Covid 19 qui ne cesse de faire des ravages dans le monde.

Ce programme initié par la société RAF (Roméo Alpha et Frères) en partenariat avec la mairie de Pointe-Noire appuie les efforts des pouvoirs publics qui ne cessent de multiplier des actions de riposte contre la pandémie. Ainsi, en accord avec les responsables de la municipalité, des opérations de désinfection qui ont commencé au marché de l'OCH dans le 1er arrondissement Emery Patrice Lumumba vont se poursuivre dans d'autres arrondissements de la ville « La société RAF qui déploie ses activités dans les bâtiments, les travaux publics, la désinfection, la stérilisation et la dératization soutient les efforts du Chef de l'Etat, du gouvernement et de la mairie centrale dans cette lutte, a dit Freddy Awelé, respon-



Les équipes de Raf entraînent de désinfecter le marché de l'Och Crédit photo DR»

sable administratif de Raf, consignes de sécurité ont Massoussa, responsable et d'ajouter que toutes les été données par Cedric de l'hygiène et assainisse-

ment à la mairie centrale qui, avant le lancement de l'opération, a donné toutes les consignes utiles aux équipes de désinfection de RAF ».

Ainsi, munis de leurs équipements de désinfection, les équipes de RAF ont assaini ce marché avec les produits dont le dosage a été fait minutieusement pour éviter tout dommage. Après l'arrondissement 1 Lumumba, l'opération va se poursuivre les jours à venir au marché de Mvou Mvou dans le 2e arrondissement. Une exhortation au respect des gestes barrières (port de masque obligatoire, lavage de mains) a été faite à l'endroit des vendeurs et acheteurs qui fréquentent ce marché, qui aujourd'hui est l'un des plus grands dans la ville de Pointe-Noire.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE URBAINE

Un spectacle de beat box à la «Nuit des idées»

Un concert afro beat box kongo jazz réunira trois artistes musiciens des deux Congo, le 28 janvier, à l'institut français du Congo (IFC), à Brazzaville. L'évènement s'inscrit dans le cadre de la 4e édition de la « Nuit des idées » au Congo qui se tiendra le même jour.

Les trois musiciens concernés sont Kratos Mawaza, beat box de Kinshasa en République démocratique du Congo ; Gerald Bantsimba plus connu sous le pseudonyme May's, trompettiste et Alexandre Mikouiza dit Muleck, chorégraphe, percussionniste et griot, tous deux de la République du Congo. Ils donneront un show d'une heure à partir de 18 heures à l'IFC pour clôturer la journée. Ce concert est une création musicale à l'issue d'une résidence du groupe Afro Beat box Kongo Jazz. Ce sera leur tout premier concert, initié par l'IFC pour la «Nuit des idées».

Les trois artistes monteront sur une même scène pour joindre les musiques que chacun d'eux a la maîtrise. Les peaux des percussions, les bois du balafon de la musique traditionnelle africaine avec le cuivre de la trompette jazz et le beat box du hip hop s'exprimeront pour faire découvrir leurs travaux et leurs créations.

Le trompettiste au style électrisant May's Bantsimba collabore avec plusieurs artistes musiciens nationaux

et internationaux. Sa musique est un mélange de folk, rumba, soul et jazz. Alexandre Mikouiza dit Muleck, danseur, chorégraphe, comédien, percussionniste et conteur. Il anime des ateliers de danse afro contemporaine et d'éveil corporel et musical à l'IFC. L'artiste joue à la fois à la sanza, au balafon, au tam-tam, à la calebasse et bien d'autres accessoires.

Kratos Beat, de son vrai nom Héritier Mawaza Banzila, revisite certains classiques de la rumba, Ndombolo et les colore autrement. Auteur-compositeur et interprète, Kratos beat, est un artiste à plusieurs casquettes artistiques. Il est beat maker et beat boxeur. Le beat box est une technique artistique qui consiste à produire divers sons par la bouche. Il est en voie de disparition dans l'environnement urbain congolais. Héritier Mawaza se présente actuellement comme le seul beat boxeur en service. Il collabore avec des artistes congolais et étrangers.

L'entrée se fait sur inscription : mediatheque@ifcngo.com // 06 916 48 57

Rosalie Bindika

SPORT

Le Kouilou manque des infrastructures sportives

Le nouveau directeur départemental des sports et de l'éducation physique du Kouilou, Sixte Landry Ikia-Ndé, évoque dans un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, les facteurs qui freinent la pratique du sport dans cette partie du pays.

« J'ai fait un constat amer sur la pratique des activités sportives d'une manière générale dans le Kouilou. Il n'existe aucune structure sportive bien qu'en faveur de la municipalisation accélérée, les autres départements ont bénéficié des installations sportives. Le Kouilou n'a eu aucune structure digne qui peut inciter les jeunes à la pratique du sport à l'instar du terrain de football de Madingo-Kayes et de Mvouti », a souligné Sixte Landry Ikia-Ndé.

D'après lui, la rareté des structures sportives est la cause principale de l'inexistence de la majorité des ligues sportives dans ce département. En effet sur plus de 25 disciplines sportives pratiquées au Congo, le Kouilou compte à peine sept et dont quatre ne sont pas fonctionnelles. Il s'agit de la ligue de rouleur, de la boxe des pharaons, de la natation, du nzango. La ligue d'athlétisme est presque l'unique active. La ligue du Sambo a été mise en place pendant le confinement ainsi que les sous-ligues de football. «

Même le football qui vient de mettre en place les sous-ligues dans tous les six districts du Kouilou aura les difficultés de fonctionner par le manque d'équipes et l'absence des espaces de jeu dans les districts... », a-t-il expliqué.

Le directeur départemental des sports et de l'éducation physique du Kouilou souhaite que les autorités compétentes puissent doter cette région des installations sportives afin de booster la pratique du sport par les jeunes. Il lance un appel aux ligues existantes de relancer leurs activités aux fins de faire vivre le sport dans le Kouilou comme dans d'autres départements.

« Nous sommes dans l'organisation et la gestion des jeux de l'Office national des sports scolaires et universitaires (ONSSU). Nous veillons au respect de la catégorisation, des licences des sportifs, du bon déroulement des activités des ligues sportives qui sont nos partenaires », a-t-il dit d'ajoutant que même au niveau des jeux de l'ONSSU, il se pose un problème de manque de matériel sportif.

Charlem Léa Itoua

CHAN CAMEROUN 2021

Le Congo affronte le Niger aujourd'hui à Douala

Dans le cadre des matchs de la deuxième journée des phases de groupe, le Congo joue contre le troisième de son groupe, ce 21 janvier, à 20h au stade de Japoma, à Douala. Les Diabes rouges du Congo n'ont pas droit à l'erreur dans ce match, surtout s'ils désirent poursuivre normalement la compétition.

Le match Congo-Niger de ce jeudi est très déterminant pour les deux équipes qui sont à la conquête d'une consécration dans cette compétition continentale. Le résultat de ce match éclaircira la situation de chaque équipe de ce groupe B puisque la République démocratique du Congo (RDC) sera face à la Libye, 17h.

Placés dans un groupe relevé où se place la RDC championne en 2009 et 2016 et la Libye, vainqueur il y a sept ans, le Congo et le Niger comptent trois petites participations à la compétition et ne pèsent pas bien lourd mais ils ont un mot à dire dans ce groupe qui reste encore ouvert.

Dans son palmarès, l'équipe du Niger ne pèse pas du tout dans cette compétition qu'elle compte trois participations comme le Congo. Lors de sa première participation, en 2011, elle a été éliminée en quart de final avant de quitter au premier tour, en 2016. Ce bilan nigérien reste presque identique à celui des Diabes rouges qui totalisent également trois participations lors de cette édition du Chan, Cameroun 2021. Les Congolais ont été, en effet, éliminés au premier tour, en 2014 par la Libye. Ils ont aussi atteint les quarts de final, en 2018.

Ces similitudes montrent bien le côté décisif de cette confrontation très particulière puisque les deux équipes visent le prochain tour et cherchent obligatoirement à dépasser l'étape des quarts de final. Les deux sélectionneurs qui sont tous des locaux courent derrière leur première victoire dans ce championnat d'Afrique des nations qui se



Le Congo joue contre le Niger ce 21 janvier DR

déroule depuis le 16 janvier au Cameroun.

Après le match contre la Libye (0-0) le technicien nigérien, Harouna Doula, manifestait sa sérénité

pour les deux prochains matchs du groupe, « Ça reste deux pays de football, le Niger aussi est en train de construire son football. On ira véritablement

rivaliser avec ces équipes, on est venu pour aller le plus loin dans cette compétition, on mettra les moyens pour y parvenir », assure-t-il. Son adversaire,

« C'est une question de stratégie. Il faut faire attention quand c'est le va-tout parce que le Niger a déjà un point. Nous devons être prudents pour rechercher la victoire, surtout ne pas encaisser. Il faut recadrer les choses mentalement, leur dire qu'ils (les joueurs) ont la possibilité de revenir dans la course. Demain ce sera notre meilleur jour. On s'est préparé en conséquence pour qu'il y ait des doublures, et pour qu'il y ait de la complémentarité dans le jeu. On a un groupe costaud qui saura répondre à toutes les attentes. Le Niger n'a pas encaissé certes, mais demain est un autre match. Toutes les équipes auront une chance de gagner et pour gagner il faut scorer. Peut-être aussi que face à la RDC nous n'avons pas eu de chance, certainement que demain sera notre meilleur jour »

Barthélémy Ngatsono estimait également à la fin du match perdu contre la RDC que son équipe avait fait le jeu mais n'était pas du tout réaliste et rien n'est perdu.

« C'est une question de stratégie. Il faut faire attention quand c'est le va-tout parce que le Niger a déjà un point. Nous devons être prudents pour rechercher la victoire, surtout ne pas encaisser. Il faut recadrer les choses mentalement, leur dire qu'ils (les joueurs) ont la possibilité de revenir dans la course. Demain ce sera notre meilleur jour. On s'est préparé en conséquence pour qu'il y ait des doublures, et pour qu'il y ait de la complémentarité dans le jeu. On a un groupe costaud qui saura répondre à toutes les attentes. Le Niger n'a pas encaissé certes, mais demain est un autre match. Toutes les équipes auront une chance de gagner et pour gagner il faut scorer. Peut-être aussi que face à la RDC nous n'avons pas eu de chance, certainement que demain sera notre meilleur jour », a rassuré Barthélémy Ngatsono lors de la conférence d'avant match.

Le Congo qui a perdu son premier match face à la RDC (0-1) devrait se comporter en lion blessé afin de remonter la pente face au Niger et de batailler dure pour obtenir la qualification au quart de final, le 25 janvier, au stade de Japoma, devant la Libye.

Notons qu'à quelques heures du match, le Congo occupe la dernière place de ce groupe B avec zéro point, derrière la RDC (3 pts), la Libye (1pts) et le Niger (1pts).

Rude Ngoma

HANDBALL MASCULIN

La RDC éliminée après trois défaites

Pour leur première participation à une phase finale de la Coupe du monde de handball, les Léopards n'ont pas fait piètre figure malgré les trois défaites, et auront des leçons à tirer.

Les Léopards handball messieurs de la RDC ont été défaits, le 19 janvier 2021 par l'équipe du Bahreïn, sur la marque de 27 buts à 34, en troisième journée du groupe D de la phase finale de la Coupe du monde qui se déroule en Egypte. Au cours de cette rencontre, le pivot congolais Gauthier Mvumbi (1,92 m et 137 kg) a été désigné l'homme du match. L'handballeur de 26 ans de l'AC Dreux en D4 française a été la révélation du mondial égyptien, avec des stats excellents de 13 buts inscrits sur 14 tirs.

« On a livré une bonne image de la RDC, je le sens bien. J'ai tout donné pour mon équipe, mais j'aurais préféré que ça se passe mieux en termes de résultats. Mais, j'ai pu donner le maxi-



Gauthier Mvumbi, handballeur congolais

mum pour mon équipe. C'est ça le principal. Je me dis qu'on ne sait jamais, peut-être que c'est la seule compétition internatio-

nale qu'on peut faire ou qu'on a pu faire, donc autour de ça, moi je suis dans ma bulle, car je suis encore dans la compétition.

Je suis Congolais. J'ai déjà fait des CAN avec la RDC, en 2016 et 2018 ... », a déclaré celui qui fait le buzz à cette compétition mondiale

de la balle dure. Il a du reste fait La Une des grands médias du monde tels Marca en Espagne, L'Equipe en France. Pour leur première participation au plus haut niveau de la balle dure, la sélection rd-congolaise n'a récolté aucune victoire, mais cependant des leçons à tirer. Les Congolais ont perdu, le vendredi 15 janvier, en première journée, face aux Argentins par 22 buts à 28, avant de s'incliner, le mardi 19 janvier, face aux joueurs du Danemark, tenants du titre, par 19 buts à 39. Battu par l'Argentine par 21 buts à 24 en deuxième journée, le Bahreïn disputera le tour principal de la compétition avec le Danemark, l'Argentine, la Croatie, le Qatar et le Japon.

Martin Engimo